



RÉSEAU OUEST-AFRICAIN
POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX
L'ÉDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

POLICY BRIEF

LES **LIMITES** ET **LACUNES** DES
RÉPONSES MULTILATÉRALES,
RÉGIONALES ET NATIONALES
AUX DÉFIS DE LA **PAIX** ET DE LA
SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU
SAHEL ET EN **COTE D'IVOIRE**



LES LIMITES ET LACUNES

DES RÉPONSES MULTILATÉRALES, RÉGIONALES ET NATIONALES AUX DÉFIS DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL ET EN CÔTE D'IVOIRE

1.1. Introduction

La région du Sahel a été sous les feux des projecteurs du monde entier en raison des nombreux défis complexes à plusieurs niveaux en matière de sécurité¹. L'apparition de la pandémie de la COVID-19 et ses effets dévastateurs ont encore ajouté un autre défi à ceux déjà couverts aux défis préexistants. Toutefois, malgré les diverses interventions des États, des OSC et d'autres acteurs externes, les menaces continuent de s'intensifier et d'évoluer, suscitant des questions cruciales sur l'efficacité des réponses existantes. Par conséquent, cette note politique a évalué les limites et les lacunes des réponses multilatérales, régionales et nationales existantes aux défis de la paix et de la sécurité au Sahel et en Côte d'Ivoire, en particulier concernant les femmes et les jeunes filles, et a présenté des recommandations politiques fondées sur des preuves pour remédier aux menaces persistantes. Il est instructif de savoir que cette note politique est en effet, une version abrégée simplifiée d'une recherche approfondie menée de novembre 2020 à janvier 2021 dans le cadre du projet « Bâtir une Approche Inclusive de Relance post Covid-19, de Sortie de Crise et de Réformes de la Gouvernance au Sahel et en Côte d'Ivoire » mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) en collaboration avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La recherche a adopté une conception d'étude s'est concentrée sur les cas de cas centrée sur trois pays du Sahel, dont le Mali, le Niger, le Burkina Faso et un autre pays, à savoir la Côte d'Ivoire, en raison de sa proximité et de sa pertinence stratégique pour la région. L'analyse de cette note politique repose donc sur des entretiens approfondis avec les acteurs concernés dans les quatre pays sélectionnés.

La note politique est répartie en cinq sections. La première section donne un aperçu laconique des défis à plusieurs niveaux en matière de paix et de sécurité au Sahel, y compris les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles. La deuxième section examine les réponses multilatérales, régionales et nationales, puis les limites et les lacunes des stratégies de réponse existantes dans la troisième section. La dernière section propose en conclusion quelques recommandations politiques pertinentes visant à combler les lacunes des réponses existantes afin d'orienter des interventions appropriées et efficaces.

1.2. Aperçu des défis à plusieurs niveaux en matière de paix et de sécurité

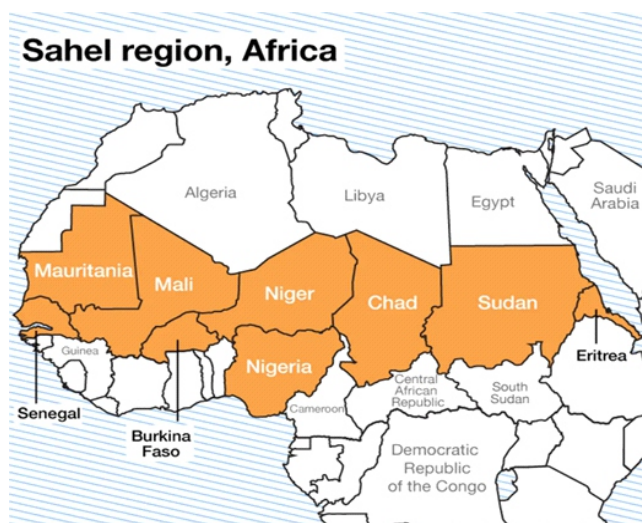
La région du Sahel est une bande de terre de 5000 kilomètres située sous le désert du Sahara et s'étend de la côte atlantique de l'Afrique à la mer Rouge². Comme le montre la figure 1, la région marque la transition physique et culturelle entre le désert du Sahara au nord et les savanes tropicales au sud, avec une population de plus de 300 millions d'habitants. Le Sahel est également l'une des régions les plus riches d'Afrique, avec d'abondantes ressources en pétrole, gaz naturel, or, phosphates, diamants, cuivre, minerai de fer, bauxite, diversité biologique et bois précieux, entre autres atouts.³ Aux fins de la présente note politique, les défis sont regroupés, du point de vue de la sécurité humaine, en insécurité politique, insécurité personnelle, insécurité communautaire, insécurité sanitaire, insécurité environnementale, insécurité alimentaire et insécurité économique.

¹WANEP. (2020). Bulletins mensuels de WANEP, Janvier-avril, p.2

²PNUD. (2019). Le Sahel : une région d'opportunités. <https://feature.undp.org/sahel/index.html>, consulté le 10 janvier 2021.

³Nations Unies. (2019). Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) : Rapport d'étape 2018-2019. New York : Unité d'appui à la mise en œuvre et groupes de travail par piliers.

Figure 1. Carte de la région du Sahel



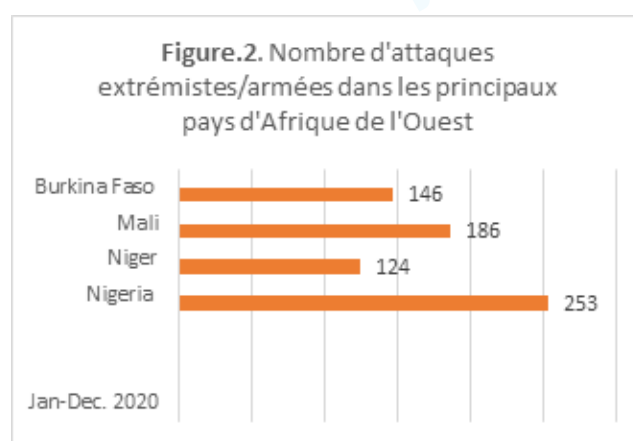
Source: <https://theconversation.com>

Insécurité politique: elle comprend des défis tels que la mauvaise gouvernance, la faiblesse des institutions étatiques, la corruption endémique, la faible présence de l'État, la répression politique, l'injustice, les assassinats illégaux et les violations des droits de l'homme par les membres des forces de défense et de sécurité, les groupes armés et les milices d'autodéfense. L'absence d'autorités étatiques dans certaines régions du Mali, du Niger et du Burkina Faso, par exemple, a limité la prestation de services et laissé les communautés sans véritable protection. Ces difficultés ont également provoqué un mécontentement général de la population, un manque de confiance et une méfiance à l'égard de l'autorité de l'État et ont affaibli la légitimité de l'État.

Insécurité économique: il s'agit notamment de la pauvreté, du chômage des jeunes, de la fermeture de grandes et petites entreprises en raison de la pandémie de la COVID-19, et de la réduction des investissements venant directement de l'étranger. Selon la Banque mondiale, « la crise de la COVID-19, associée à l'impact des conflits et de la violence, aux effets du changement climatique et aux nombreuses vulnérabilités de la région, devrait faire basculer près de 1,3 million de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté ».

La création d'opportunités économiques viables, d'emplois pour les jeunes et la satisfaction des besoins fondamentaux de la population ont constitué des tâches très ardues, en partie à cause des retombées des mesures internationales de confinement, des fermetures de frontières et de la crise économique mondiale.

Insécurité communautaire et personnelle: comme le montre la figure 2, la région a connu une augmentation des attaques, de la présence et des capacités des groupes armés d'autodéfense et des groupes terroristes/jihadistes, tels que le Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), le Groupe d'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS) et Ansarul Islam. Certains de ces groupes ont mis sur pied des entreprises criminelles lucratives telles que l'imposition de taxes sur la population rurale, le trafic de drogues, d'armes et de personnes afin de recueillir des fonds pour financer leurs activités.



Source : Actualités de WANEP ; site ACLED d'actualités en ligne

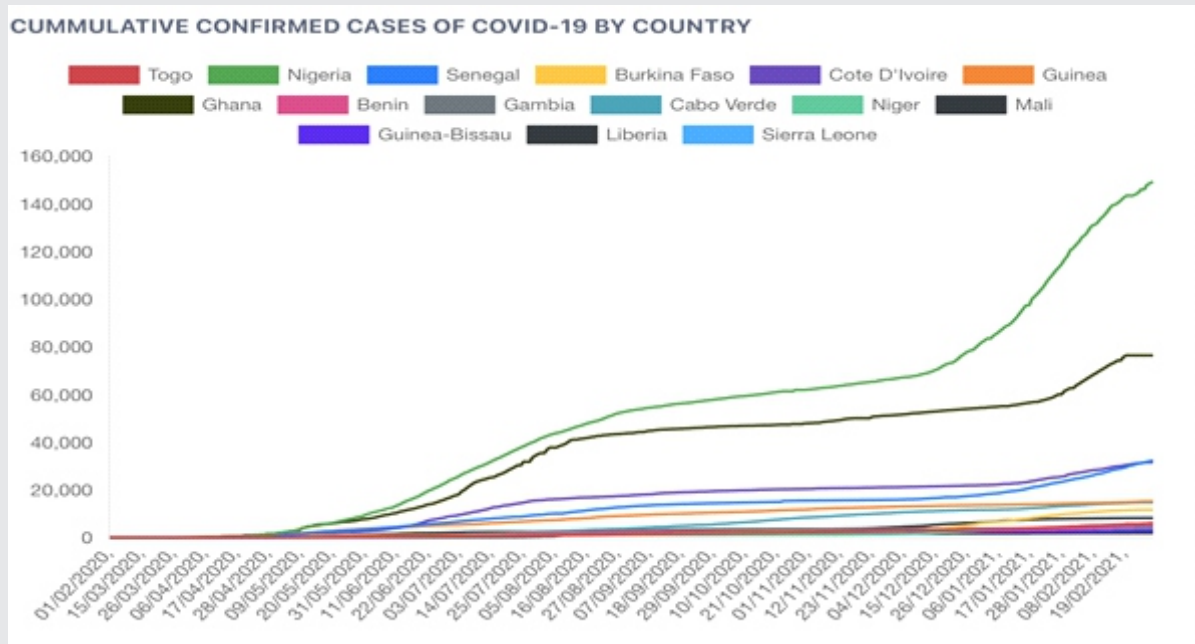
Les tensions ethniques et la violence intercommunautaire préexistantes se sont ajoutées au terrorisme et à l'insurrection, la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger étant au centre de la violence. Cette situation a engendré des violations des droits de l'homme et des pertes civiles, les pires victimes étant les groupes ethniques peuhls, bellahs, touaregs et dogons.

Insécurité sanitaire: les problèmes de santé comprennent le paludisme, la méningite, la fièvre de Lassa, la poliomyélite et le VIH-SIDA, la malnutrition, les mauvaises conditions sanitaires, la mauvaise qualité de l'eau et le manque d'accès aux soins de santé. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), 15% des enfants au

Niger souffrent de malnutrition grave en 2018 (chiffre inchangé depuis 2006). La région se heurte maintenant au défi supplémentaire de la pandémie de la COVID-19 qui met à rude épreuve les systèmes de santé déjà fragiles et aggrave l'urgence humanitaire. Au 20 février 2020, l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) avait enregistré 369244 cas confirmés de COVID-19 en Afrique de l'Ouest, dont 321154 guérisons et 4676 décès. La figure 3 présente certains des détails concernant la COVID-19 dans les pays de la région. Il ressort clairement de la figure 3 que le taux d'infection de la COVID-19 continue d'augmenter.

Insécurité environnementale: le Sahel est vulnérable au changement climatique en raison de températures extrêmes, de la fluctuation des précipitations et des saisons de sécheresse, ce qui entraîne la dégradation des terres, la modification des modes de pâturage et la réduction de l'approvisionnement en eau pour les

Insécurité sanitaire: les problèmes de santé comprennent le paludisme, la méningite, la fièvre de Lassa, la poliomyélite et le VIH-SIDA, la malnutrition, les mauvaises conditions sanitaires, la mauvaise qualité de l'eau et le manque d'accès aux soins de santé⁴. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), 15% des enfants au Niger souffrent de malnutrition grave en 2018 (chiffre inchangé depuis 2006). La région se heurte maintenant au défi supplémentaire de la pandémie de la COVID-19 qui met à rude épreuve les systèmes de santé déjà fragiles et aggrave l'urgence humanitaire.⁵ Au 20 février 2020, l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) avait enregistré 369244 cas confirmés de COVID-19 en Afrique de l'Ouest, dont 321154 guérisons et 4676 décès.⁶ La figure 3 présente certains des détails concernant la COVID-19 dans les pays de la région. Il ressort clairement de la figure 3 que le taux d'infection de la COVID-19 continue d'augmenter.



Source : OOAS.

⁴FES. (2020). Covid-19 : Dans la région du Sahel, une crise sanitaire peut en cacher d'autres. <https://www.fes.de/referat-accessed20D%C3%A9cembre2020>.

⁵Brown, W. (2020). Pas de temps pour la complaisance : La pandémie de la COVID-19 dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. <https://www.csis.org/analysis/no-time-consult%C3%A9-le-20-D%C3%A9cembre-2020>.

⁶Pour plus d'informations, voir <https://data.wahooas.org/outbreaks/#/>, consulté le 20 février 2021.

humains et les animaux.⁷ Plus précisément, les saisons des pluies deviennent plus courtes, plus intenses et moins prévisibles, car les précipitations augmentent de 7% pour chaque degré Celsius d'augmentation de la température⁸. Les sécheresses et les inondations provoquées par des pluies diluviennes sont de plus en plus longues et fréquentes, déclenchant de nouveaux conflits, perturbant les moyens de subsistance des plus vulnérables et entraînant des migrations forcées. Les Nations unies estiment qu'environ 80% des terres agricoles du Sahel sont dégradées et que les températures augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale.⁹

Insécurité alimentaire: l'insécurité alimentaire est un problème humanitaire majeur, en particulier pour les agriculteurs de subsistance. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 29,2 millions de personnes dans la région du Sahel vivent dans l'insécurité alimentaire, dont 9,4 millions sont victimes d'une grave insécurité alimentaire et risquent de connaître des déficits alimentaires extrêmes.¹⁰ Depuis l'apparition de la COVID-19, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger est passé de 1 à 4,8 millions, et ce chiffre devrait augmenter en 2021, car le virus continue de se propager.¹¹

Défis spécifiques aux femmes et aux filles: les principaux défis à relever sont l'exclusion économique, la pauvreté, l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé, la violence basée sur le genre, la participation limitée à la vie politique et publique, les pratiques culturelles néfastes, les effets négatifs du changement climatique et l'exclusion des négociations pour la paix.¹² Pour les filles en particulier, les mariages forcés, les grossesses précoces et le travail des enfants associés à la pauvreté sont des préoccupations majeures. La pandémie de la COVID-19 a également exacerbé les inégalités préexistantes entre les sexes et a occasionné de sérieux problèmes économiques, sociaux,

sanitaires et sécuritaires pour les filles et les femmes.¹³ La violence sexiste accrue, imputable au confinement, au couvre-feu et à la perte d'emploi, est également très répandue.¹⁴ En outre, la pandémie a un impact négatif sur la santé et le bien-être des filles. Un rapport de l'UNOWAS indique que les fermetures d'écoles pendant la période de confinement ont anéanti les efforts déployés pour maintenir les filles à l'école.¹⁵ Les chocs répétés, notamment les sécheresses et les inondations, ont perturbé les moyens de subsistance des femmes qui représentent environ 80 % de la main-d'œuvre agricole du Sahel¹⁶

1.3. Réponses aux défis de la paix et de la sécurité

Les réponses sont examinées de manière concise dans trois domaines thématiques, à savoir les réponses multilatérales/internationales, régionales et nationales.

Niveau multilatéral/international :

Au cœur des réponses multilatérales se trouve la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) de 2013, qui a reçu un nouvel élan en 2017 avec l'opérationnalisation du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel (UNSP). L'UNSP couvre la période 2018-2030, avec un accent sur six domaines prioritaires à savoir la coopération transfrontalière, l'action climatique, la prévention des crises, l'autonomisation des femmes et des jeunes, la revitalisation économique et les énergies renouvelables.¹⁷ Dans le cadre de la mise en œuvre, l'UNOWAS et les autres entités des Nations Unies, comme les bureaux nationaux du PNUD au Mali, au Burkina Faso et au Niger, aident les gouvernements à promouvoir la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la région du Liptako-Gourma grâce à un financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix (FCP).¹⁸ En outre, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) contribue également à la mise en œuvre de programmes de paix et de développement au Mali.

⁷ Penney, J. (2019). La région du Sahel en Afrique de l'Ouest est particulièrement vulnérable au changement climatique mais aussi à la faiblesse de la gouvernance. https://qz.com/africa/1719442/west-africa_1erD%C3%A9cembre2020/

⁸ Ibid

⁹ FAO. (2020). L'ampleur du problème. <http://www.fao.org/3/X5318E/x5318e02.htm>

Consulté le 2 décembre 2020 ; Forum économique mondial. (2019). Le Sahel est submergé par la violence. Le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les extrémistes sont largement responsables. <https://www.weforum.org/agenda/consult%C3%A9%20le%201er%20D%C3%A9cembre%2020/>

¹⁰ FAO. (2020). Sahel Crisis. <http://www.fao.org/emergencies/crisis/sahel/intro/en/>, consulté le 7 Décembre 2020.

¹¹ Lamarche, A. (2020). L'augmentation de la faim au Sahel : l'impact involontaire de la prévention de la COVID-19. Note d'information de Refugee International.

¹² Entretiens avec les parties prenantes à Bamako, Mali, 23 novembre 2020.

¹³ UNOWAS. (2020). Les femmes, une pièce maîtresse dans la lutte contre COVID-19 et ses effets. <https://unowas.unmissions.org/Women-Centerpiece-Fight-Against-Covid-19-And-Its-Effects>

¹⁴ Entretiens avec les parties prenantes régionales à Bamako, Mali, 24 novembre 2020.

¹⁵ UNOWAS. (2020), op.cit

¹⁶ Alliance Sahel. (2020). Relever le défi de l'autonomisation des femmes au Sahel. <https://www.alliance-sahel.org/en/news/women-empowerment-sahel/>, consulté le 24 Décembre 2020.

¹⁷ Nations Unies. (2018). Plan d'appui des Nations unies pour le Sahel : Travailler ensemble pour un Sahel prospère et pacifique. New York : UN

¹⁸ Ibid, p. 19.

L'UE apporte également un appui dans les domaines suivants: développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes ; politique et diplomatie ; sécurité et État de droit ; lutte contre la violence extrémiste et la radicalisation¹⁹ dans le cadre de la stratégie européenne de 2011 pour la sécurité et le développement au Sahel, qui a été révisée en 2015 au titre du plan d'action régional pour le Sahel (2015-2020). Elle est le plus grand fournisseur de coopération au développement au Sahel avec 8 milliards d'euros sur la période 2014-2020.²⁰ Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'UE mène également trois missions, à savoir la mission de renforcement de capacités de l'UE au Niger (EUCAP Sahel Niger), la mission EUCAP Sahel Mali et la mission de formation de l'UE au Mali (EUTM), qui contribuent à renforcer les capacités des services répressifs (police, gendarmerie, garde nationale) à lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée par la fourniture de conseils et d'une aide à la formation.²¹

D'autres acteurs externes comme la France, les États-Unis, la Norvège, la Chine, l'Allemagne et le Danemark fournissent une aide au développement et à la sécurité aux quatre pays concernés. La France, par exemple, dispose de l'opération Barkhane qui apporte un soutien plus large aux pays du Sahel pour combattre la menace djihadiste dans le Sahel.²² Cette opération a permis de mener des activités antiterroristes dans la zone frontalière autour de la région du Liptako-Gourma, point de passage stratégique des groupes terroristes. Toutefois, malgré la présence française accrue, les gains militaires restent limités. Les critiques accusent la France d'être la cause des problèmes au Sahel et affirment que sa stratégie renforce plutôt sa légitimité dans la région.²³ Le 15 juillet 2020, la France et ses partenaires européens ont lancé une nouvelle task force antiterroriste, appelée Takuba, composée de forces spéciales²⁴ européennes en vue d'améliorer l'efficacité de la lutte contre l'ISGS et d'autres groupes armés.

Réponses Régionales

Les acteurs régionaux regroupent l'Union Africaine (UA), la CEDEAO, la Force G5 Sahel, l'Autorité Liptako-Gourma (LGA) et l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). L'UA, à travers sa Stratégie pour le Sahel, soutient les pays du Sahel dans leurs efforts de stabilisation et de développement par le biais de la²⁵ Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHÉL).²⁶ La CEDEAO a également mis en œuvre une Stratégie pour le Sahel (2016-2020) élaborée en collaboration avec l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). La stratégie se penche sur des projets de taille tels que les infrastructures, la résilience et la sécurité alimentaire, l'éducation et les mesures de soutien à la paix et à la sécurité dans le but de consolider les réponses régionales aux défis à long terme dans la zone sahélo-saharienne.²⁷ En outre, la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S)²⁸ composée de forces du Mali, du Niger, du Tchad, de la Mauritanie et du Burkina Faso, est également engagée dans des opérations de lutte contre le terrorisme dans des zones difficiles d'accès et des zones frontalières.²⁹ La FC-G5S se consacre principalement à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et la traite des êtres humains dans la zone du G5 Sahel.

Réponses Nationales

L'objectif des réponses nationales est de lutter contre l'insécurité et d'étendre la présence de l'État à l'ensemble du pays afin de garantir la sécurité des citoyens et la fourniture de services sociaux de base. Cela s'est fait principalement par des opérations antiterroristes, la signature d'accords de paix, l'élaboration de stratégies de développement économique, la sécurité et les réformes de la gouvernance. Au Mali, le gouvernement a mis en œuvre diverses actions, allant des opérations militaires au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (DDR), ainsi que des initiatives de développement visant à

¹⁹ Union européenne. (2016). Fiche d'information - Relations de l'UE avec les pays du Sahel - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad. Bruxelles : UE

²⁰ Union européenne. (2019). L'Union européenne avec les pays du G5 Sahel. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/factsheet_eu_g5_sahel_july-2019.pdf, consulté le 25 Décembre 2020.

²¹ Union européenne. (2020). Comprendre la stratégie de l'UE pour le Sahel. Briefing sur les politiques de l'UE - Aperçu

²² Voir « L'action de la France au Sahel ». <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security->, consulté le 15 Décembre 2020.

²³ Voir « Afrique de l'Ouest: Changement de stratégie au Sahel ». <https://www.theafricareport.com/17843/west-africa-shifting-strategies-in-the-sahel/>, consulté le 23 Décembre 2020

²⁴ Schmauder, A., Gorman, Z., and Berger, F. (2020). Takuba: Une nouvelle coalition pour le Sahel?. <https://spectator.clingendael.org/en/publication/takuba-new-coalition-sahel>, consulté le 24 Décembre 2020.

²⁵ ISS. (2019). Sommet 31 de l'UA : Quel est le rôle de l'Union africaine au Sahel? <https://issafrica.org/iss-today/au-summit-31>, consulté le 13 Décembre 2020.

²⁶ Union africaine. (2014). Communiqué de presse de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHÉL).

²⁷ CEDEAO. (2015). Réunion des responsables de la CEDEAO sur la stratégie pour le Sahel. <https://www.ecowas.int/ecowas>, consulté le 10 Décembre 2020

²⁸ Voir « G5 Sahel Joint Force and the Sahel Alliance » <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign->, consulté le 20 Décembre 2020.

²⁹ Gorman, Z. (2019). Poursuivre la stabilité insaisissable au Sahel. SIPRI. <https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2019/pursuing-elusive-stability-sahel>, consulté

promouvoir la stabilité dans le pays. En 2015, les parties prenantes au Mali ont signé l'Accord pour la paix et la réconciliation à Alger afin de promouvoir le développement, la paix et la sécurité. Cependant, la mise en œuvre de l'accord s'est heurtée à de nombreux défis. Parallèlement, le gouvernement du Niger a renforcé les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité en vue de lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Le gouvernement a aussi élaboré un code rural pour faire face aux conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs et a créé une unité nationale de traitement des informations financières visant à lutter contre le financement du terrorisme.

Au Burkina Faso, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans six régions et a mené des opérations militaires majeures telles que Otapuanu (mars 2019 dans les régions de l'est et du centre-est) et Doofu (mai 2019 dans les régions du Sahel, du nord et du centre-nord) pour lutter contre le terrorisme et l'insécurité. Certains investissements sont également réalisés pour promouvoir le développement par le biais de projets d'autonomisation économique (entrepreneuriat féminin). En Côte d'Ivoire, le gouvernement met en œuvre des réformes du secteur de la sécurité suite à la crise de 2011/2012. Le pays met également en œuvre des initiatives au niveau économique et socio-politique pour relancer la croissance économique du pays afin de parvenir à la paix et de faciliter la cohésion sociale ainsi que la réconciliation nationale.

De manière générale, dans les quatre pays concernés par l'étude, il existe un engagement en faveur de l'égalité des sexes et de la participation des femmes aux processus de paix et de prise de décision. Tous les pays disposent de plans d'action nationaux destinés à mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et sont allés loin dans la mise en œuvre de programmes visant à promouvoir le bien-être des femmes et des filles.

Organisations de la société civile

Plusieurs initiatives pour la paix, la cohésion sociale, le développement et la stabilisation ont été mises en œuvre par des OSC telles que WANEP (West Africa Network for Peacebuilding), IMRAP (Institut malien de recherche-action), ARGMA (l'Alliance malienne pour refonder la gouvernance en Afrique), le Centre pour le dialogue humanitaire (HD), Pensons Paix-Mali, l'Association des

jeunes leaders évangéliques, le Réseau Afrique Jeunesse, l'Association pour le développement de la jeunesse (ADYP) et Promediation. Les OSC s'occupent principalement de la sensibilisation, des programmes de vulgarisation et d'aide aux victimes de crises. WANEP et ses réseaux nationaux ont par exemple, au fil des années, mis en œuvre différents programmes de renforcement de capacités sur l'autonomisation des femmes et des jeunes et l'augmentation de leur participation dans la gouvernance locale. WANEP et ses organisations encouragent le dialogue communautaire en impliquant les femmes, les jeunes et les leaders communautaires dans les zones touchées par les conflits afin de promouvoir la coexistence pacifique. D'autres OSC sont engagées dans des projets de développement et apportent leur soutien dans les domaines de la sécurité alimentaire, des soins de santé, de l'agriculture, de l'eau potable, de l'assainissement, de l'élevage, du crédit aux petites entreprises (agricoles, commerciales, artisanales, aide aux groupes de femmes, etc.). Certaines OSC sont également spécialisées dans les opérations d'urgence de toutes sortes : épidémies, famines, inondations, réfugiés.

1.4. Limites et lacunes des réponses aux défis de la paix et de la sécurité

En dépit des réponses existantes pour relever les défis de la paix et de la sécurité, les problèmes persistent. L'étude a identifié certaines lacunes qui limitent l'efficacité des réponses existantes. Certaines des principales lacunes sont présentées ci-dessous :

a) Les approches descendantes (axées sur l'État) d'édification de la paix avec une participation limitée des citoyens. Les personnes interrogées ont noté que la plupart des programmes d'édification de la paix soutenus au niveau international continuent d'ignorer le contexte local, les acteurs informels et les initiatives qui pourraient contribuer à une paix durable. Cela a contribué au non-alignement des stratégies internationales et nationales avec les réalités sur le terrain. Dans la plupart des pays, l'instauration de la paix, de la sécurité et de la justice ne relève pas exclusivement des institutions du gouvernement central, qui, dans la plupart des cas, n'ont pas intégré les communautés locales et sont perçues comme une imposition. Ce sont plutôt les relations complexes et interdépendantes entre l'État et les autorités locales (tant traditionnelles que religieuses), les femmes et

les groupes de jeunes, caractérisées par un mélange de conflit et de coopération, qui expliquent la résilience des États. Il est donc important de focaliser les interventions des États et des partenaires internationaux sur de nouvelles façons de générer la prise en compte mutuelle de l'État et des systèmes indigènes par une approche ascendante afin de générer de nouvelles formes de gouvernance hybride qui répondent mieux aux besoins de la population.

b) La difficulté de maintenir des gains à court terme ou des réalisations clés pour un plus grand impact. Cela est principalement dû à la faiblesse, la corruption et l'absence d'institutions étatiques dans les zones touchées par le conflit, aux conflits intercommunautaires prolongés, au terrorisme et à la suspension des projets financés par les donateurs avec des financements à court terme par les acteurs étatiques et les OSC. Ces facteurs ont contribué à l'incapacité des États à maintenir les gains de paix à court terme pour une paix durable.

c) Une coordination opérationnelle faible ou limitée entre les différents acteurs au Sahel. En effet, aucune entité n'a la capacité de relever à elle seule les défis au Sahel en raison de l'étendue de la zone géographique et de la nature transfrontalière des menaces. Cela rend indispensable la coordination et la coopération entre les parties prenantes locales et externes. Toutefois, de nombreuses parties prenantes continuent à opérer en vase clos sans coordination opérationnelle efficace. Par exemple, les rivalités internes, les frictions régionales, les ressources limitées et les changements de leadership ont affecté la capacité des pays du G5 à coordonner efficacement leurs activités avec celles des acteurs internationaux comme la MINUSMA et l'opération française Barkhane.³⁰ En outre, les visions et les intérêts divergents des partenaires internationaux ont également empêché la coordination efficace et les efforts de stabilisation d'aboutir à une direction décisive.³¹ L'absence de synergies opérationnelles a occasionné une duplication des activités en raison de la multiplicité des différentes stratégies et initiatives au Sahel.³² Une cartographie réalisée en 2017 par les Nations unies a par exemple identifié environ 19 stratégies et cadres stratégiques au Sahel.³³

d) L'absence de mécanismes de rétroaction efficaces permettant d'évaluer si les interventions produisent des résultats positifs ou non pour éclairer les politiques et programmes ultérieurs. Cela a souvent conduit à la conception et à la mise en œuvre de programmes qui ne répondent pas aux besoins et aux attentes des populations, en particulier des femmes et des filles touchées par les conflits.

e) Un écart important entre les politiques et la mise en œuvre pratique du programme « Femmes, paix et sécurité » (FPS). Alors que les pays du Sahel et la Côte d'Ivoire ont montré leur engagement envers le programme FPS par l'adoption de politiques et de programmes, la mise en œuvre de ces engagements sur le terrain a été insuffisante. Il existe toujours un écart important entre l'ensemble des politiques et la mise en œuvre des engagements FPS visant à renforcer le rôle et le leadership des femmes dans les processus de paix et les processus politiques. En outre, il est à craindre que la COVID-19 n'érode les gains réalisés au fil des ans et n'affecte la réalisation de l'objectif 5 des ODD d'ici 2030.

f) Faibles compétences en matière de leadership et de gestion des crises chez les acteurs politiques et de sécurité au Sahel. Le leadership en situation normale implique des décisions de routine prises dans un environnement où les conséquences des actions peuvent être bien comprises. Toutefois, ce n'est pas le cas dans les situations de crise comme au Sahel, qui impliquent souvent des décisions complexes prises en peu de temps et sans suffisamment d'informations, avec des implications de grande envergure, sous la pression d'une surveillance accrue. Le manque de préparation des dirigeants et l'incapacité à prendre les bonnes décisions pourraient en fin de compte exacerber la situation. Pour de nombreuses personnes interrogées, c'est la situation au Sahel où la plupart des dirigeants politiques et des responsables des institutions de sécurité manquent de solides compétences en matière de leadership et de gestion de crise pour faire face à l'évolution des menaces. Pour les dirigeants militaires en particulier, on constate qu'ils appliquent encore la notion traditionnelle de sécurité axée sur l'État, ce qui fait de l'État l'objet de référence de la sécurité au lieu de l'approche de la sécurité humaine qui met l'accent sur les personnes.

³⁰ Ibid

³¹ Helly, D., Theroux-Benoni, L.A., Galeazzi, G., Maiga, I., Ouedraogo, F. (2015). Stratégies pour le Sahel : Pourquoi la coordination est impérative. ISS Note politique 76

³² ECOWAS. (2019). CEDEAO. (2019). La CEDEAO va développer une nouvelle stratégie pour le Sahel <https://www.ecowas.int/ecowas-to-develop-new-sahel-strategy/>, consulté le 11 Décembre 2020.

³³ Nations Unies. (2019). Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) : Rapport d'étape 2018-2019. New York : Unité d'appui à la mise en œuvre et groupes de travail des piliers.

g) L'absence de budget pour l'édification de la paix par les États et la faible capacité de mobilisation des ressources. La plupart des personnes interrogées ont demandé à savoir pourquoi une allocation budgétaire est toujours prévue pour les opérations de lutte contre le terrorisme mais pas pour les activités d'édification de la paix. L'absence d'allocation budgétaire spécifique pour le maintien de la paix et la faible capacité de mobilisation des ressources financières ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre des politiques. En outre, cela a conduit à détourner la plus grande partie des ressources vers la lutte contre le terrorisme plutôt que vers la gouvernance démocratique, le développement durable et l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité des personnes vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

1.5. Conclusions et recommandations politiques

La recherche a mis en lumière les différents défis de paix et de sécurité au Sahel et en Côte d'Ivoire, les réponses à ces défis aux niveaux national, régional et multilatéral, ainsi que les limites et les lacunes des réponses existantes. Trouver des solutions durables aux défis en évolution dans la région nécessite une approche à multiples facettes, un engagement politique solide et la persévérance des acteurs tant nationaux qu'internationaux. Plus important encore, il conviendrait de combler les lacunes identifiées dans les réponses existantes. En conséquence, les recommandations suivantes sont soumises à l'examen des acteurs nationaux, régionaux et internationaux :

Gouvernements

- Renforcer l'utilité de l'État en améliorant la gouvernance, l'accès aux services sociaux de base, en garantissant la sûreté et la sécurité des citoyens et en étendant l'autorité de l'État à toutes les régions du pays.
- Allouer un budget pour l'édification de la paix et élaborer une stratégie de mobilisation des ressources solide, innovante et résistante pour appuyer la mise en œuvre durable d'initiatives aux effets durables.
- Consolider les gains réalisés dans la mise en œuvre des engagements FPS en vue de relever les défis particuliers des femmes et des filles
- Mettre en place un cadre intégré et complet d'initiatives afin de garantir la cohérence et la mise en œuvre des réponses ciblées aux menaces chez les partenaires locaux et internationaux
- Concevoir et mettre en œuvre des programmes de

renforcement de capacités/d'orientation sur le leadership, l'édification de la paix et la gestion des crises pour les acteurs politiques et de sécurité au plus haut niveau afin de les préparer de manière adéquate à répondre efficacement à l'évolution de la situation de conflit au Sahel.

Partenaires internationaux et régionaux

- Aligner les stratégies sur les politiques et les plans d'action nationaux de développement en vue de garantir des interventions adaptées au contexte et à la culture pour répondre aux besoins réels de la population
- Promouvoir une approche ascendante en termes d'édification de la paix en investissant davantage dans les acteurs et les initiatives autochtones afin de promouvoir la participation active des autorités et des structures locales au processus de gouvernance.
- Les Nations unies, en tant que principaux acteurs multilatéraux dans la région, devraient songer à créer une plateforme de gestion de connaissances pour améliorer la synergie ou la coordination entre les partenaires internationaux
- Accroître le soutien aux OSC, en particulier aux groupes de femmes et de jeunes, par le financement de projets à long terme afin de leur permettre de jouer un rôle significatif dans l'édification de la paix, notamment dans la mise en œuvre du programme FPS.

Organisations de la société civile

- Accroître l'éducation, le plaidoyer et la sensibilisation au niveau communautaire sur la nécessité d'autonomiser les femmes dans tous les secteurs de la société afin de promouvoir la mise en œuvre du programme FPS pour une paix et un développement durables un développement durable.
- Développer des mécanismes de retour d'information solides pour l'évaluation des lacunes et des résultats des programmes d'édification de la paix afin de guider les stratégies futures visant à répondre aux besoins et aux attentes de la population.
- Renforcer les mécanismes de coordination existants entre les OSC pour éviter la duplication des initiatives afin d'assurer la cohérence et la mise en œuvre des réponses ciblées.
- Étudier les possibilités d'initiatives conjointes d'OSC transfrontalières pour étendre la portée des activités d'édification de la paix au-delà des frontières nationales afin d'aborder les dimensions transnationales des menaces.

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)

Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224

Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org

